



**Government Defence
Integrity Index**

 **TRANSPARENCY
INTERNATIONAL**
Defence & Security

**FICHE
PAYS**

BURUNDI

2025





BURUNDI

Marquée par la violence et la répression de l'opposition, l'élection du président Évariste Ndayishimiye en 2020 a marqué le début d'une nouvelle période tumultueuse dans l'histoire politique récente du Burundi. Cette trajectoire s'est renforcée en juin 2025, lorsque le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD) a remporté une nouvelle victoire électorale, consolidant ainsi son emprise sur le pouvoir dans un environnement politique caractérisé par une opposition et une liberté des médias pratiquement inexistantes.¹ La corruption endémique continue de drainer les ressources essentielles de l'État, le pays perdant environ 3,7 milliards de dollars américains en flux financiers illicites. Dans le même temps, plus de la moitié de la population burundaise (51,4 %) continue de vivre dans la pauvreté, tandis que les prévisions économiques indiquent qu'environ 1,4 million de personnes ont été confrontées à une insécurité alimentaire aiguë en 2022.^{2 3} L'impunité pour les violations des droits humains est généralisée, avec de nombreux rapports faisant état de disparitions forcées, de détentions arbitraires, de tortures et d'exécutions extrajudiciaires.⁴

Depuis 2023, le Burundi a déployé des milliers de soldats dans l'est de la République démocratique du Congo pour soutenir les forces congolaises contre la rébellion du M23, reflétant ses préoccupations en matière de sécurité face à

l'instabilité transfrontalière et aux groupes armés près de sa frontière occidentale. Ce déploiement s'inscrit également dans le contexte politique régional plus large, notamment les tensions avec le Rwanda, l'alignement du Burundi sur Kinshasa et l'évolution des accords de sécurité régionaux impliquant la Communauté de l'Afrique de l'Est et les efforts de la SADC pour stabiliser l'est de la RDC.^{5 6}

L'évaluation 2025 de l'indice d'intégrité gouvernementale de la défense (GDI) a révélé des risques de corruption très élevés dans le secteur de la défense. Malgré l'existence de droits formels, il n'y a pas de contrôle parlementaire de la politique de défense, et la Cour des comptes ne remplit pas son rôle, qui est encore limité par l'absence de transparence financière. Les systèmes de paiement sont transparents et des processus de promotion relativement solides sont en place. Les pratiques opérationnelles et les marchés publics de défense sont exposés à des risques critiques, car les plans d'achat et les achats restent opaques, non concurrentiels et non contrôlés.

Membre du Open Budget Partnership	Non
Convention des Nations unies contre la corruption	Ratifiée en 2006
Traité sur le commerce des armes	Signé en 2013 - Pas encore ratifié

AFRIQUE DE L'EST

La sécurité en Afrique de l'Est est marquée par des conflits qui se chevauchent, l'extrémisme violent, le crime organisé et des fragilités structurelles qui transcendent les frontières. La faible présence de l'État dans les régions périphériques, la porosité des frontières et la circulation d'armes légères continuent de permettre aux groupes armés et aux réseaux criminels d'opérer dans toute la région. Le stress climatique, l'insécurité alimentaire et les pressions démographiques intensifient la concurrence pour les terres et les ressources et alimentent les violences intercommunautaires et déplacements de population. Bien que principalement actif en Somalie, Al-Shabaab reste la menace transnationale la plus importante dans la région, attaquant les pays voisins, en particulier le Kenya et l'Ouganda, et prenant pour cible les civils, les forces de sécurité et les infrastructures économiques essentielles.

La dynamique sécuritaire varie d'un pays à l'autre. Le Soudan du Sud continue de faire face à une instabilité due aux violences intercommunautaires et à la mise en œuvre fragile des accords de paix, entraînant des crises humanitaires persistantes. Bien que la République Démocratique du Congo ne fasse pas partie de l'Afrique de l'Est, le conflit dans ses provinces orientales présente un risque externe important, avec des répercussions sous forme d'activités des forces armées aux frontières, de déplacements de population et d'implication dans la sécurité régionale. Le Burundi connaît une répression politique continue et des violences liées aux activités de groupes armés et de réseaux criminels liés aux routes régionales de trafic. Enfin, Madagascar est confronté au banditisme, au vol de bétail et à l'exploitation illicite des ressources naturelles, en particulier dans les zones reculées où le contrôle de l'État est limité.

Ces menaces ont mis à rude épreuve les forces de défense dans toute l'Afrique de l'Est. La faible coordination, les capacités inégales et les lacunes en matière de gouvernance au sein des institutions de défense ont limité l'efficacité des mesures de sécurité. Dans toute l'Afrique de l'Est, les secteurs de la défense restent caractérisés par une transparence financière limitée, un contrôle civil faible, des processus d'approvisionnement opaques et une concurrence limitée. Les forces de défense ne sont donc souvent pas tenues de rendre des comptes au public, ce qui augmente les risques de corruption et d'abus de pouvoir.

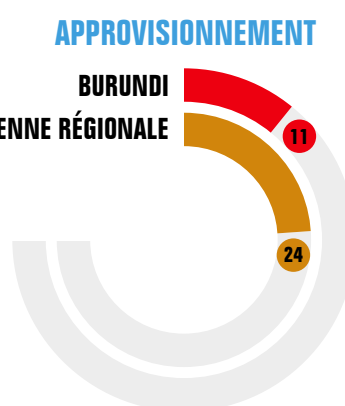
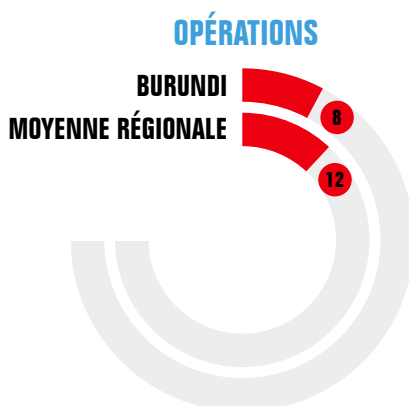
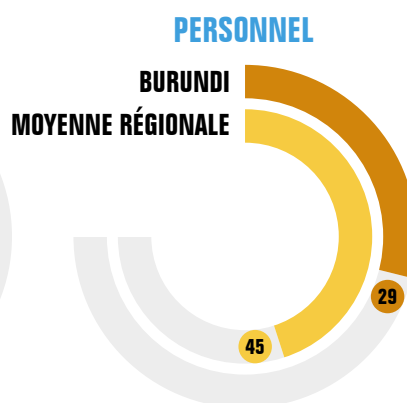
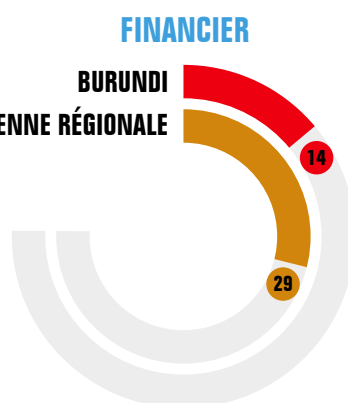
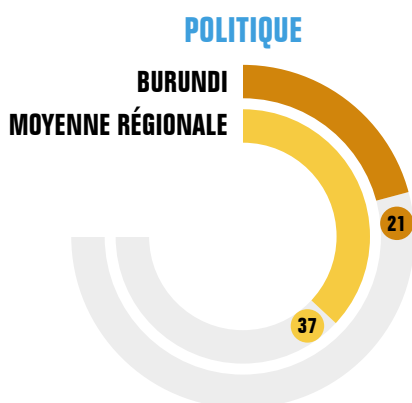
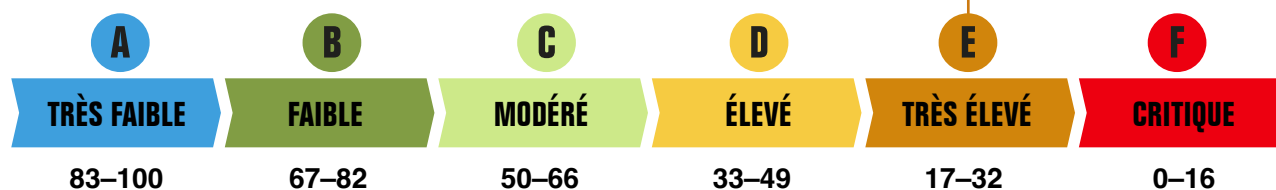




COMPARAISON DES RISQUES

L'indice d'intégrité gouvernementale de la défense (GDI) évalue cinq domaines de risque clés : politique, financier, personnel, opérationnel et l'approvisionnement. Cette section compare les performances du Burundi dans chaque domaine avec la moyenne régionale (Afrique subsaharienne).

RISQUE TRÈS ÉLEVÉ
E
17





CONTRÔLE PARLEMENTAIRE

Contrôle législatif du budget (Open Budget Survey, 2023)	25/100
Dépenses militaires en pourcentage des dépenses publiques (SIPRI, 2024)	12.50%
Membres du comité ayant une expertise en matière de défense (%)	Information pas accessible au public
Nombre de réunions par an	Information pas accessible au public
Dernière révision de la politique/ stratégie de défense	Information pas accessible au public

Suite à l'adoption de la Constitution de 2018, le président s'est vu accorder des pouvoirs élargis qui renforcent considérablement la capacité de l'exécutif à passer outre ou à neutraliser les actions parlementaires qui vont à l'encontre des priorités présidentielles.⁷ Le contrôle parlementaire du secteur de la défense au Burundi est donc extrêmement limité, et les risques de corruption liés à la gouvernance politique du secteur sont très élevés.

L'Assemblée nationale bénéficie de droits formels importants pour examiner la politique et le budget de la défense, mais dans la pratique, elle n'a pas débattu de questions liées à la défense depuis 2011, et la plupart des demandes parlementaires restent sans réponse pour des raisons de secret défense.^{8 9} De même, les droits de la commission de la défense d'examiner la politique et les budgets de la défense sont rarement exercés, et rien n'indique qu'un contrôle à court ou à long terme soit exercé. Ce contrôle est encore limité par la forte influence de l'exécutif et de l'armée sur les parlementaires et les membres de la commission.¹⁰

Les difficultés de mise en œuvre s'étendent également à d'autres institutions de contrôle. Des organismes tels que la Cour anti-corruption, la Cour des comptes, la Brigade anti-corruption et l'Inspection générale du Ministère de la Défense ont des mandats sur le papier, mais sont confrontés à de sérieuses limitations dans la pratique.^{11 12 13}

TRANSPARENCE FINANCIÈRE

Taux de réponse aux demandes d'accès à l'information liées à la défense	1) % d'accès total ou partiel accordé : Information pas accessible au public
	2) Nombre de demandes en attente : Information pas accessible au public
Plaintes liées à la défense adressées au ombudsman/commissaire #	Information pas accessible au public
Le commissaire a-t-il autorité sur le ministère de la Défense ?	Information pas accessible au public
Rapports d'audit sur la défense (2020-2025) #	Aucun
Indice de transparence budgétaire (IBP, 2023)	14/100
Classement mondial de la liberté de la presse (RSF, 2025)	125e sur 180.

Selon l'Open Budget Index, le Burundi affiche l'un des scores les plus bas de la région en matière de transparence. En effet, les risques financiers dans le secteur de la défense au Burundi sont critiques. La transparence budgétaire est extrêmement limitée, les allocations de défense étant présentées en termes généraux et agrégés, sans détails par fonction.¹⁴ Les dépenses réelles ne sont pas divulguées et les sources de revenus non centrales restent inconnues, ce qui complique le contrôle financier. Toutefois, les dépenses hors budget sont rares. L'absence de transparence est aggravée par l'absence de contrôle interne et externe efficace de la gestion financière au sein des institutions de défense et de sécurité.

Les institutions de défense et de sécurité mènent des activités génératrices de revenus, notamment les mess des officiers et des sous-officiers. Si la gestion de ces établissements semble partiellement transparente, les bénéfices des entreprises commerciales confiées à des particuliers sont mal documentés, ce qui soulève des questions en matière de responsabilité.¹⁵

L'accès aux informations relatives aux finances de la défense est très restreint. Il n'existe aucune législation régissant l'accès du public aux informations liées à la défense, et les citoyens obtiennent rarement des détails sur les dépenses ou la gestion de la défense. Les informations ne sont généralement accessibles que par le biais de réseaux personnels avec des initiés, ce qui renforce l'opacité du secteur.



CADRE ÉTHIQUE DU PERSONNEL

Législation sur la dénonciation	Loi n° 1/12 du 18 avril 2006 relative aux mesures de prévention et de répression de la corruption et des infractions connexes.
Nombre de cas de dénonciation dans le secteur de la défense	Aucun
Nombre de violations du code de conduite	Militaire : Information pas accessible au public Civil : Information pas accessible au public
Système de divulgation financière	# Soumis : Aucun. Nombre de violations : aucune.

Les risques liés à la gestion du personnel au Burundi sont très élevés. La loi anticorruption comprend des dispositions limitées pour la protection des lanceurs d'alerte, mais aucune n'est spécifiquement adaptée aux forces armées.¹⁶ L'absence de garanties décourage le personnel de signaler les fautes professionnelles par crainte de représailles. Les cas de corruption ou de mauvaise gestion impliquant du personnel font rarement l'objet de mesures disciplinaires sévères, les mutations étant la forme de sanction la plus courante.¹⁷

De plus, les effectifs officiels militaires et civils ne sont pas divulgués et les nominations à des postes élevés ou sensibles sont effectuées à la discrétion du président et du chef des forces armées, sans critères de sélection transparents.¹⁸ Ce processus est largement considéré comme influencé par le favoritisme et le clientélisme, et les informations publiques sur les nominations sont rares.

L'absence de code de conduite pour le personnel militaire et civil affaiblit encore davantage les normes d'intégrité au sein du secteur. La formation à la lutte contre la corruption est irrégulière et principalement initiée par des partenaires externes, souvent dans le cadre des préparatifs préalables au déploiement des missions de maintien de la paix, plutôt que d'être systématiquement intégrée dans les cadres de développement professionnel.¹⁹

OPÉRATIONS

Effectif total des forces armées (Banque mondiale, 2020)	31,000
Effectifs déployés en opération #	746 (au 31 mai 2025)

Depuis 2023, environ 20 000 membres des Forces nationales de défense burundaises ont été déployés dans le conflit voisin du Nord-Kivu, en République démocratique du Congo, pour aider les forces gouvernementales congolaises à combattre le groupe rebelle M23. Le président rwandais affirme que les troupes burundaises en RDC bombardent des civils.^{20 21} Cet engagement militaire soutenu souligne l'importance de disposer de cadres solides en matière d'intégrité opérationnelle ; toutefois, les risques de corruption dans les opérations militaires restent critiques au Burundi. Le secteur de la défense et de la sécurité ne dispose pas d'une doctrine militaire traitant de la corruption pendant les opérations, et aucune formation officielle sur l'intégrité ou la lutte contre la corruption n'est dispensée aux commandants avant leur déploiement. La corruption n'est pas intégrée dans la planification stratégique ou opérationnelle, et il n'existe aucun mécanisme permettant de surveiller ou d'atténuer les risques associés. La sensibilisation aux normes d'intégrité n'est dispensée qu'au personnel participant à des missions de maintien de la paix, ce qui reflète le respect des exigences internationales en matière de déploiement plutôt qu'une politique nationale systématique de lutte contre la corruption dans le cadre des opérations militaires.²²



ACHATS DE DÉFENSE

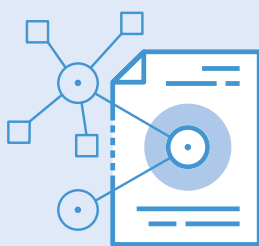
Dépenses militaires (en millions de dollars américains) (SIPRI, 2024)	\$171,8
Concurrence ouverte dans les marchés publics de défense (%)	Information pas accessible au public
Principales exportations de défense – vers (SIPRI, 2020-2024)	N/A
Principales importations de défense – provenant de (SIPRI, 2020-2024)	Aucune donnée disponible dans la base de données du SIPRI

Les risques liés aux marchés publics dans le secteur de la défense au Burundi sont critiques, caractérisés par l'absence d'un cadre juridique efficace ainsi que par l'inexistence de processus de planification et de contrôle des acquisitions. Bien qu'un code des marchés publics adopté en 2008 s'applique formellement à tous les services publics,²³ y compris la défense et la sécurité, la plupart des activités d'approvisionnement sont menées dans le secret.

Le Burundi ne dispose pas d'une stratégie de défense et de sécurité pour guider l'évaluation des besoins, et les décisions en matière de marchés publics restent opaques, prises exclusivement par le président et le chef des Forces Nationales de Défense. Ni le public ni les représentants élus n'ont accès aux informations sur les acquisitions, qui sont souvent justifiées par le secret défense.

Les achats semblent s'aligner sur les relations géopolitiques du pays, notamment avec la Russie et la Chine, plutôt que sur une planification nationale transparente.^{24 25}

Les mécanismes de contrôle restent largement inactifs. Des institutions telles que le Parlement, l'Unité anti-corruption et la Cour des comptes ont des pouvoirs officiels pour contrôler les marchés publics, mais elles n'ont pas l'autorité et l'accès nécessaires pour examiner les contrats de défense.²⁶ Le secteur souffre également d'un manque de concurrence.²⁷ Les avis d'appel d'offres sont rarement publiés et il n'existe aucune procédure pour guider la sélection des fournisseurs, qui se fait de manière discrétionnaire. En conséquence, les marchés publics de défense restent totalement opaques.



La collecte des données GDI pour **le Burundi** a été réalisée entre juin 2024 et août 2025.



BURUNDI

TABEAU DES SCORES GDI 2025

	Grade	Score
RISQUE POLITIQUE	E	21
Q1 Contrôle législatif	D	33
Q2 Comité de défense	E	21
Q3 Débat sur la politique de défense	F	6
Q4 Engagement des OSC	F	8
Q5 Conventions : UNCAC / OCDE	C	63
Q6 Débat public	E	25
Q7 Politique anticorruption	F	0
Q8 Unités chargées de la conformité et de l'éthique	D	33
Q9 Confiance du public dans les institutions	NS	
Q10 Évaluations des risques	D	42
Q11 Planification des acquisitions	F	0
Q12 Transparence et détail du budget	D	38
Q13 Examen minutieux du budget	C	50
Q14 Disponibilité des informations budgétaires	E	17
Q15 Recettes de la défense	E	17
Q16 Audit interne	E	19
Q17 Audit externe	E	25
Q18 Ressources naturelles	F	5
Q19 Liens avec le crime organisé	F	0
Q20 Lutte contre le crime organisé	D	42
Q21 Contrôle des services de renseignement	F	0
Q22 Recrutement des services de renseignement	F	0
Q23 Contrôles à l'exportation (ATT)	C	50
Q76 Lobbying	F	0

RISQUE FINANCIER	F	14
Q24 Contrôles relatifs à la cession d'actifs	F	8
Q25 Examen minutieux de la cession d'actifs	F	0
Q26 Dépenses secrètes	F	0
Q27 Accès législatif à l'information	F	0
Q28 Audit des programmes secrets	F	0
Q29 Dépenses hors budget	D	33
Q30 Accès à l'information	F	0
Q31 Propriétaire bénéficiaire	C	63
Q32 Examen des entreprises détenues par des militaires	E	25
Q33 Entreprises privées non autorisées	E	25
Q77 Dépenses de défense	F	0

RISQUE LIÉ AU PERSONNEL	E	29
Q34 Engagement public en matière d'intégrité	E	25
Q35 Mesures disciplinaires à l'encontre du personnel	D	38
Q36 Lanceurs d'alerte	F	8
Q37 Postes à haut risque	F	0
Q38 Effectifs	F	0
Q39 Taux de rémunération et indemnités	E	25
Q40 Système de paiement	B	75
Q41 Impartialité des nominations	E	17
Q42 Impartialité des promotions	C	50
Q43 Pots-de-vin pour éviter la conscription	NA	
Q44 Corruption pour obtenir des affectations préférentielles	A	83
Q45 Chaînes hiérarchiques et paiement	C	50
Q46 Code de conduite militaire	F	0
Q47 Code de conduite civil	F	0
Q48 Formation à la lutte contre la corruption	D	33
Q49 Poursuites pour corruption	E	17
Q50 Paiements de facilitation	C	50

**NOTE
GLOBALE
DU PAYS**

**RISQUE TRÈS
ÉLEVÉ**

E

17

NIVEAU DE RISQUE

A	83–100	RISQUE TRÈS FAIBLE
B	67–82	RISQUE FAIBLE
C	50–66	RISQUE MODÉRÉ
D	33–49	RISQUE ÉLEVÉ
E	17–32	RISQUE TRÈS ÉLEVÉ
F	0–16	RISQUE CRITIQUE

	Grade	Score
RISQUE OPÉRATIONNEL	F	8
Q51 Doctrine militaire	F	0
Q52 Formation opérationnelle	F	0
Q53 Planification prévisionnelle	D	38
Q54 Surveillance de la corruption dans les opérations	F	0
Q55 Contrôles dans le cadre des contrats	F	0
Q56 Entrepreneurs militaires privés	NS	

RISQUE LIÉ AUX MARCHÉS PUBLICS	F	11
Q57 Législation en matière d'approvisionnement	C	50
Q58 Cycle des marchés publics	E	17
Q59 Mécanismes de contrôle des achats	F	8
Q60 Publication des achats potentiels	F	0
Q61 Publication des achats réels	F	0
Q62 Normes de conformité commerciale	F	0
Q63 Exigences en matière d'approvisionnement	F	8
Q64 Concurrence dans les marchés publics	F	0
Q65 Contrôles du comité d'appel d'offres	F	6
Q66 Contrôles anti-collusion	F	13
Q67 Attribution du contrat / Livraison	F	13
Q68 Mécanismes de plainte	D	33
Q69 Sanctions à l'encontre des fournisseurs	D	33
Q70 Contrats de compensation	F	0
Q71 Suivi des contrats de compensation	E	25
Q72 Concurrence en matière de compensation	F	0
Q73 Agents et intermédiaires	F	0
Q74 Packages de financement	F	0
Q75 Pression politique dans les acquisitions	NS	

CLÉ

- NEI** Informations insuffisantes pour évaluer l'indicateur
- NS** L'indicateur n'est noté pour aucun pays
- NA** Non Applicable

NOTES DE FIN

- 1 Human Rights Watch, « Burundi : Elections sans opposition », 12 juin 2025.
- 2 Bertelsmann Stiftung, « Rapport national BTI 2024 — Burundi. Gütersloh : Bertelsmann Stiftung », 2024.
- 3 UNICEF, « National Budget Brief », 2023-2024.
- 4 Comité des Nations Unies contre la torture, « Rapport alternatif de suivi de la société civile sur la mise en œuvre des quatre recommandations prioritaires formulées par le Comité des Nations Unies contre la torture (CAT) au Burundi », mars 2025.
- 5 AA, « Le président rwandais affirme que les troupes burundaises en RDC bombardent des civils », 12 décembre 2025.
- 6 African Security Analysis, « Le Burundi intensifie son implication militaire dans l'est de la RDC », 8 février 2025.
- 7 African Center for Strategic Studies, « Après le référendum au Burundi, une volonté de démanteler les accords d'Arusha », 20 juillet 2018.
- 8 Constitution de la République du Burundi, 2018.
- 9 Iwacu, « Parlement : difficile contrôle du secteur de la sécurité », 15 juillet 2011.
- 10 Bertelsmann Stiftung, « Rapport national BTI 2024 — Burundi. Gütersloh : Bertelsmann Stiftung », 2024.
- 11 Entretien avec un membre de la commission de la défense et de la sécurité de l'Assemblée nationale du Burundi, 28 juin 2024, Bujumbura, Government Defence Integrity Index.
- 12 Entretien avec un membre de l'Inspection générale du ministère de la Défense, 25 juin 2024, Bujumbura, Government Defence Integrity Index.
- 13 Entretien avec un magistrat de la Cour des comptes, 22 juin 2024, Bujumbura, Government Defence Integrity Index.
- 14 Ministère des Finances, du Budget et de la Planification économique, « Lois de finance annuelles ».
- 15 Entretien avec un membre de l'Inspection générale du ministère de la Défense, 25 juin 2024, Bujumbura, Government Defence Integrity Index.
- 16 République du Burundi, « Loi n° 1/12 du 18 avril 2006 portant mesures de prévention et de répression de la corruption et des infractions connexes ».
- 17 Entretien avec un officier travaillant au service des ressources humaines du quartier général de l'armée, 29 juin 2024, Bujumbura & Entretien avec un officier du ministère burundais de la Défense nationale, 8 juin 2024, Bujumbura, Government Defence Integrity Index.
- 18 Ibid.
- 19 Ibid.
- 20 AA, « Le président rwandais affirme que les troupes burundaises en République démocratique du Congo bombardent des civils », 12 décembre 2025.
- 21 African Security Analysis, « Le Burundi intensifie son implication militaire dans l'est de la RDC », 8 février 2025.
- 22 Entretien avec un officier du ministère burundais de la Défense nationale, 8 juin 2024, Bujumbura, Government Defence Integrity Index.
- 23 République du Burundi, « Loi n° 1/04 du 29 janvier 2018 modifiant la loi n° 1/01 du 4 février 2008 relative au code des marchés publics ».
- 24 BurundiEco, « Chine : un nouveau départ dans la coopération bilatérale », 29 septembre 2023.
- 25 Jeune Afrique, « Burundi : La Russie nous a soutenus quand nous étions dans la difficulté et nous en tenons », 5 mai 2022.
- 26 Entretien avec un ancien officier de la Brigade anti-corruption, 22 juin 2024, Bujumbura & Entretien avec un membre de la Commission de défense et de sécurité de l'Assemblée nationale du Burundi, 28 juin 2024, Bujumbura Government Defence Integrity Index.
- 27 UNCAC, « Rapport parallèle du Burundi : OLUCOME », Octobre 2023.



ti-defence.org/gdi
GDI@transparency.org

Transparency International UK Numéro d'enregistrement de l'organisme caritatif : 1112842
Numéro d'enregistrement de la société : 2903386

Transparency International Defence and Security (TI-DS) est une initiative mondiale de Transparency International sous forme de réseau thématique. Il s'agit d'une entité indépendante qui ne représente aucune section nationale de TI. TI-DS est seul responsable de l'édition 2025 de l'indice d'intégrité de la défense gouvernementale (GDI) et de tous les produits associés, y compris les fiches pays du GDI.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier le ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas pour son généreux soutien financier à la production de l'indice d'intégrité de la défense gouvernementale. Nous remercions également les nombreux évaluateurs nationaux et pairs qui ont contribué à fournir les données sous-jacentes à cet indice.

Editeur de la série : Michael Ofori-Mensah, *Responsable de la recherche*

Auteur : Léa Clamadieu, *Chargée de recherche*

Chef de projet : Patrick Kwasi Brobbey, *Directeur de recherche*

Design : Colin Foo



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands